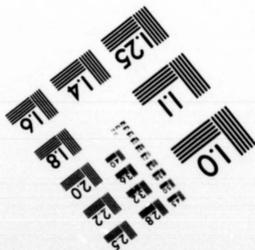
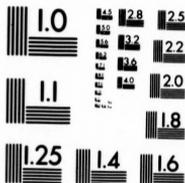


**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**CIHM/ICMH  
Microfiche  
Series.**

**CIHM/ICMH  
Collection de  
microfiches.**



**Canadian Institute for Historical Microreproductions**

**Institut canadien de microreproductions historiques**

**1980**

Technical Notes / Notes techniques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Physical features of this copy which may alter any of the images in the reproduction are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Certains défauts susceptibles de nuire à la qualité de la reproduction sont notés ci-dessous.

Coloured covers/  
Couvertures de couleur

Coloured pages/  
Pages de couleur

Coloured maps/  
Cartes géographiques en couleur

Coloured plates/  
Planches en couleur

Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Show through/  
Transparence

Tight binding (may cause shadows or  
distortion along interior margin)/  
Reliure serrée (peut causer de l'ombre ou  
de la distortion le long de la marge  
intérieure)

Pages damaged/  
Pages endommagées

Additional comments/  
Commentaires supplémentaires

---

Bibliographic Notes / Notes bibliographiques

Only edition available/  
Seule édition disponible

Pagination incorrect/  
Erreurs de pagination

Bound with other material/  
Relié avec d'autres documents

Pages missing/  
Des pages manquent

Cover title missing/  
Le titre de couverture manque

Maps missing/  
Des cartes géographiques manquent

Plates missing/  
Des planches manquent

Additional comments/  
Commentaires supplémentaires

The in  
possib  
of the  
filming

The la  
contai  
or the  
applie

The o  
filmed  
institu

Maps  
in one  
upper  
bottom  
follow

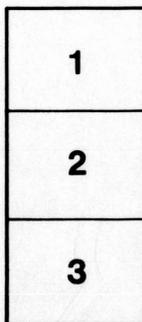
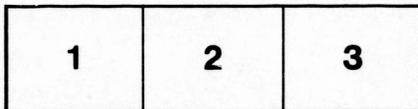
The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

The original copy was borrowed from, and filmed with, the kind consent of the following institution:

Library  
Agriculture Canada

Maps or plates too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de l'établissement prêteur suivant :

Bibliothèque  
Agriculture Canada

Les cartes ou les planches trop grandes pour être reproduites en un seul cliché sont filmées à partir de l'angle supérieure gauche, de gauche à droite et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Le diagramme suivant illustre la méthode :



I



CY

# L'AGRICULTURE

AU POINT DE VUE DE

# L'EMIGRATION

ET DE

# L'IMMIGRATION

---

MONTREAL.

DES PRESSES A VAPEUR DE LA MINERVE.

212 - RUE NOTRE-DAME. - 214

LE BUREAU DE

# L'EMIGRATION

LE BUREAU DE

DES BUREAUX D'EMIGRATION DE LA PROVINCE  
115 - Rue Notre-Dame - Québec

D

Messieurs,

Si je ne c  
association,  
religion, de  
rais hésiter  
parle rarem  
crains bien  
notre Provi  
nes gens in  
pas vers l'a  
grot, et je  
car on négli  
qui donne  
ceux qui s'y  
sévéranca, i  
par de belle  
bien d'autre  
vinces en vi  
avis, la cari  
chances de  
s'y livrent a  
lonté ferme,  
la vie. Cett  
nières parol  
grand patri  
cè, adressai  
quel il éta  
bien jeune,  
Monseigneu  
de Québec,  
visite au c  
fants, je v

Chap.

46

# L'AGRICULTURE

## AU POINT DE VUE

# DE L'EMIGRATION.

LECTURE DEVANT "L'UNION CATHOLIQUE,"

LE 27 OCTOBRE 1872,

PAR

M. ED. BARNARD.

*Messieurs,*

Si je ne connaissais pas le but de votre association, qui veut l'avancement de la religion, des sciences et des arts, je pourrais hésiter en abordant un sujet dont on parle rarement dans les villes, et qui, je le crains bien, n'est guère à la mode dans notre Province. Ici, la tendance des jeunes gens instruits n'est malheureusement pas vers l'agriculture. Je le dis avec regret, et je répète que c'est un malheur ; car on néglige, trop souvent, une carrière qui donne les plus grandes jouissances à ceux qui s'y livrent avec courage et persévérance, une carrière suivie avec succès par de belles et nobles intelligences, dans bien d'autres pays, même dans les provinces environnantes, et, de plus, à mon avis, la carrière qui offre les plus grandes chances de réussite pour tous ceux qui s'y livrent avec cette énergie et cette volonté ferme, indispensable au succès dans la vie. Cette réflexion me rappelle les dernières paroles qu'un saint évêque et un grand patriote, arrivé à un âge très avancé, adressait aux élèves d'un collège auquel il était très-attaché. J'étais alors bien jeune, cependant je crois voir encore Monseigneur Turgeon, alors Archevêque de Québec, nous disant, dans sa dernière visite au collège de Nicolet : « Mes enfants, je veux votre bien, je sens que je

vous parle, probablement, pour la dernière fois et je m'afflige à la vue des difficultés qui vous attendent dans la vie. Vous trouvez peut-être votre séjour au collège, monotone et ennuyeux, vous avez hâte d'entrer dans le monde. Pourtant ce n'est qu'alors que commenceront pour vous les difficultés et les ennuis véritables. Les carrières, qui vous sourient davantage, les professions libérales et le commerce, vers lesquelles tend presque toute la jeunesse instruite qui entre dans le monde, sont encombrées au point que les plus beaux talents seuls peuvent s'y faire jour ; encore en voit-on un grand nombre qui tombent, découragés et ruinés pour la vie, avant d'avoir obtenu un succès durable. Pour ma part, j'ai beau chercher, « disait ce vénérable évêque », je ne vois encore, en dehors du sacerdoce, qu'une seule carrière qui offre un avenir assuré, pour tous les talents, et cette carrière c'est l'agriculture ; malheureusement elle est bien loin d'être estimée et appréciée comme elle le mérite.

Si je rappelle ce souvenir, Messieurs, ce n'est pas, certainement, pour vous décourager et vous induire à laisser les professions qui vous occupent ou vers lesquelles vous aspirez. Notre pays a bien grandi depuis lors ; on en était encore à cette époque où la ville de Montréal comptait à peu près 40,000 habitants, où son commerce maritime était à peine développé et dans

ce moment où l'élément français, peu d'années après l'union du Canada, luttait pour ce qu'il avait de plus cher; peut être même pour son existence. Notre pays a fait d'immenses progrès depuis cette époque et notre jeunesse instruite et laborieuse trouve maintenant, beaucoup plus facilement qu'alors, un avenir prospère, assez souvent même brillant. D'un autre côté, ceux qui connaissent nos campagnes doivent avouer qu'elles sont dans le malaise, pour dire le moins. Un grand nombre de cultivateurs se découragent, et quelques-uns même, ferment maison et grange, tournent le dos au clocher du village et prennent, avec tant d'autres moins fortunés qu'eux, le chemin de l'exil. Arrêtez les au passage, ils vous diront que leurs familles sont nombreuses, que les *jeunes gens* veulent gagner de l'argent et, qu'après avoir tout calculé, ils seront mieux à travailler dans les *fabriques* aux Etats-Unis.

Entrez chez le cultivateur aisé, même chez celui qui s'est enrichi en cultivant, demandez lui où sont ses enfants : il vous répondra le plus souvent, qu'il les a fait instruire et qu'ils sont devenus avocat, notaire ou médecin. Si vous êtes intime, il ajoutera peut-être, en soupirant, que les professions sont encore encombrées et qu'il en coûte bien cher, pour la bourse et quelques fois pour le cœur, de garder les jeunes gens à la ville, par le temps qui court. Combien en trouverez-vous qui, après avoir fait un cours au collège, se sont faits cultivateurs ? Combien sur ceux-ci ont mis à profit leur éducation antérieure pour faire une étude sérieuse de l'agriculture et qui, aujourd'hui, tendent à l'amélioration agricole, en cherchant à unir la science à la pratique ? Causez avec la plupart de nos cultivateurs, ils vous avertiront que les innovations en agriculture ont fait la ruine de ceux qui les ont essayées et que, pour eux, ils se garderont bien de sortir du sentier battu. Visitez les bibliothèques paroissiales, où il en existe, régénérale, vous y trouverez à peine un livre sur l'agriculture. Chez le cultivateur, pas un traité d'agriculture sur cent maisons; peut-être sur mille habitations trouverez-vous deux livres sur l'agriculture, et quels livres ! Dans nos collèges d'agriculture, soutenus à grands frais par le gouvernement, depuis plusieurs années, combien d'élèves ont été formés, et combien sont devenus cultivateurs ? Combien, d'entre ceux-ci, ont mis en pratique ce qu'ils

avaient appris ? En reste-t-il dix qui aient pu s'élever au-dessus des préjugés et qui font, aujourd'hui, une culture tout-à-fait raisonnée ?

De fait, messieurs, quoique notre sol et notre climat soient très-favorables à l'agriculture, comme le prouvent abondamment les récoltes vraiment étonnantes qu'obtenaient nos ancêtres, le bien-être qui règne encore parmi des milliers de cultivateurs, dans notre province, et les fortunes que des étrangers savent faire, sur des terres que bien des cultivateurs disent épuisées, il faut admettre que notre agriculture est dans un état de souffrance tel, que ses rangs se déciment à un degré alarmant, puisque c'est la classe agricole qui fournit, presque exclusivement la population qui émigre aux Etats-Unis. Il est donc temps, grandement temps, de chercher des remèdes efficaces ; il est temps que tous les amis du pays, et surtout, nos législateurs, tant à Ottawa qu'à Québec, donnent leur meilleure attention à ce sujet, afin de trouver moyen de relever le moral du cultivateur, de rehausser sa position, en lui fournissant l'instruction spéciale qui lui est indispensable pour bien pratiquer son art, de lui assurer de meilleurs marchés pour ses produits, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, et de favoriser l'établissement d'industries annexes à l'agriculture, afin de mettre une digue à l'émigration qui déssole nos campagnes et qui nous prive, actuellement, des bras nécessaires à la bonne exploitation du sol.

Je le répète, notre pays est éminemment agricole, notre population rurale possède une intelligence et des talents remarquables, je pourrais dire hors ligne, et cela, après avoir vu de près, et sans préjugés, les populations agricoles les plus distinguées, tant en Europe qu'en Amérique. Que nous manquent-il donc ? Deux choses surtout ; d'abord, l'instruction spéciale qui nous permettra de tirer les plus grands produits nets, sans épuiser le sol ; puis, l'encouragement énergique et constant des classes instruites, surtout de celles qui sont appelées à gouverner la nation.

On me dira peut-être : " Comment instruire la population agricole ; elle ne veut pas aller aux collèges d'agriculture ; elle le voudrait qu'elle ne le pourrait peut-être, pas ? Les enfants ne peuvent guère apprendre l'agriculture dans nos écoles élémentaires. Puis, seriez-vous sûr de faire lire des traités spéciaux quand même nous

les aur  
ment pa  
ment a  
soins d  
les moy

Je ré  
organism  
puis plu  
considé  
cultivat  
d'agricu

Ces s  
de bien  
tage av  
sonnée.  
formé t  
veillan  
faite, el  
d'en tir

Nous  
tion ; i  
cela, pa  
plus av  
paroisse  
fois con  
faudra  
bien qu  
direz-vo

appren  
aient in  
obtien  
leurs c  
Offrez c  
bles, au  
que par  
nent le  
culture

primes  
meilleu  
serait b  
progrès  
reuse m  
appelle  
puisque

et pres  
trouver  
pal, da  
souvent  
quel que  
sinon s  
d'autre

vienn  
comtes  
"Notre  
il y ad  
pourrai  
ment de

politiqu

les aurions, et nous n'en avons certainement pas de complets, qui soient spécialement adaptés aux conditions et aux besoins de cette province? Quels sont donc les moyens à prendre?"

Je répondrai: Nous possédons déjà une organisation toute faite qui fonctionne depuis plusieurs années, qui a des ressources considérables et jouit de la confiance des cultivateurs; je veux parler des Sociétés d'agriculture.

Ces Sociétés ont fait du bien, beaucoup de bien; elles en auraient fait bien davantage avec une surveillance attentive et raisonnée. Le Conseil d'agriculture a été formé tout exprès pour donner cette surveillance. L'organisation est donc toute faite, elle est bonne et il ne s'agit plus que d'en tirer un bon parti.

Nous voulons instruire toute la population; il faut donc arriver aux masses, et cela, par les individus les plus habiles, les plus avancés en agriculture dans chaque paroisse. Il est évident que ceux-ci, une fois connus, deviendront des modèles qu'il faudra citer à tous ceux qui font moins bien qu'eux. "Mais ces modèles," me direz-vous, "auront encore beaucoup à apprendre." Alors, faites en sorte qu'ils aient intérêt à comparer les résultats qu'ils obtiennent avec ceux obtenus par les meilleurs cultivateurs dans d'autres paroisses. Offrez des primes, et des primes considérables, aux meilleurs cultivateurs dans chaque paroisse, c'est-à-dire à ceux qui obtiennent les meilleurs revenus nets de leur culture, sans épuiser le sol. Offrez des primes encore plus considérables, au meilleur cultivateur de la division; car il serait bon d'écartier un grand obstacle au progrès; je veux parler de cette malheureuse maladie, épidémique peut-être, qu'on appelle *politique*, je ne sais trop pourquoi, puisqu'il ne s'agit presque jamais du pays, et presque toujours des individus; vous la trouverez partout, dans le Conseil municipal, dans la Société d'agriculture, bien souvent dans l'organisation des fabriques, quelque fois sur le banc des magistrats, sinon sur celui des juges, et dans bien d'autres endroits encore qui ne lui conviennent pas mieux. J'ai visité plusieurs comtes; dans maints endroits on m'a dit: "Notre Société d'agriculture ferait du bien. Il y a dans le comté plusieurs hommes qui pourraient travailler utilement à l'avancement de l'agriculture, malheureusement, la *politique* s'en mêle, les élections des direc-

teurs sont faites en vue des élections au parlement, et tout s'en ressent, rien n'avance, c'est dégoûtant." Des hommes bien pensants, qui veulent le bien du pays, suggèrent de nouvelles divisions pour nos Sociétés d'agriculture, notamment celle de la paroisse, de la division régionale, de la province, et du Canada tout entier. Voilà encore une question importante, à laquelle il serait bon de songer, cependant je l'éloigne pour le moment, car nous sommes pressés; le mal qui nous occupe est tellement grave, que si les remèdes ne sont pas appliqués sans retard, notre nation aura perdu son meilleur sang, une forte partie de la population agricole.

Donc, le premier remède, à mon avis, consiste dans des primes considérables à offrir, dans chaque paroisse, pour faire sortir les meilleurs cultivateurs de leur obscurité. Ceux-là connus et appréciés, qu'on les fasse concourir entre eux, dans la région, la division, ou le district, comme vous le voudrez. Qu'on nous envoie des juges honnêtes et habiles; qu'on réunisse tous les cultivateurs et qu'on donne à ces réunions tout l'éclat possible; qu'on nous dise alors quels sont ceux qui doivent servir de modèles aux autres, et qu'on nous explique en quoi leurs cultures sont préférables. Nous sommes tous à même d'en juger, une fois que notre attention sera attirée sur la chose, et plusieurs d'entre nous, cultivateurs, tiennent aux honneurs aussi bien qu'aux primes! Nous serons donc un grand nombre d'intéressés dans cette course qui nous promet: honneur, primes en argent, et moyens de rendre notre exploitation plus profitable! Une fois que nous y aurons vu bien clairement notre intérêt, de ce moment, nos collèges d'agriculture seront recherchés, les traités d'agriculture seront lus et appréciés et les préjugés feront place au véritable progrès.

Mais pour donner toutes ces primes, il faut de l'argent? Eh bien! nous en avons. Notre législature locale, qui est certainement animée des meilleures intentions, vote \$50,000 par année, soit \$800 par comté, pour l'amélioration de l'agriculture. Si cette somme n'est pas assez considérable, demandons-en davantage et soyons tous persuadés, quelque soit notre état, que l'argent employé au développement bien entendu de l'agriculture est un simple placement de fonds, à gros intérêts. Qu'on nous donne le moyen de produire deux

brins d'herbe où il n'en croissait qu'un seul et, du coup, nous doublons notre richesse en doublant la production entière du pays. Et rappelons-nous-le bien, la colonisation ne sera en honneur que quand l'agriculture sera recherchée, qu'elle enrichira ceux qui en font leur profession ; d'ici là, tout l'argent que nous y dépenserons produira des résultats assez problématiques, et l'émigration marchera son train !

Il y a encore d'autres moyens de propager l'instruction agricole qui sont employés avec plus ou moins de succès, sous la direction du Conseil d'Agriculture de cette province, ou qui sont maintenant à l'étude par cette institution, dont nous a dotés l'administration actuelle et qui peut devenir excellente. Je me contenterai donc, en passant, de rendre un juste tribut d'hommages à ces quelques hommes dévoués qui, depuis plusieurs années, n'épargnent aucunement leurs peines, pour développer l'agriculture dans cette province, et cela sans la moindre rémunération ; — à moins que ces MM. ne soient tellement animés de sentiments chrétiens, qu'ils acceptent, comme rémunération suffisante, les reproches qu'on leur fait quelquefois, de ne point faire avancer, au gré de nos vœux, tout ce qui peut améliorer l'agriculture dans notre province. Espérons que les justes plaintes du Conseil Agricole seront enfin entendues de ceux qui sauvegardent, avec tant d'intérêt, la bourse publique et que les moyens seront enfin votés pour permettre les améliorations véritables que le Conseil Agricole désire voir adopter depuis longtemps.

J'ai dit que deux choses, surtout, nous manquaient : l'instruction spéciale pour une, et l'encouragement énergique des classes instruites, principalement celui de nos gouvernants, pour l'autre. Le temps me manque pour traiter convenablement ce sujet ; j'ai dit un mot des moyens à adopter pour procurer aux cultivateurs l'instruction spéciale dont ils ont tant besoin, voyons maintenant ce que nos législateurs peuvent faire pour développer l'agriculture et arrêter, par ce moyen, l'émigration de la classe agricole.

Il me semble qu'avant la Confédération, nos législateurs étaient loin de s'occuper suffisamment des intérêts véritables du cultivateur. On votait bien à l'agriculture, chaque année, quelques milliers de piastres, les représentants des divisions ru-

rales faisaient, de temps à autres, de jolis discours sur l'agriculture et la colonisation, qui, elle aussi, recevait sa pitance et cela fait, on retournait aux luttes, plus ou moins acharnées, qui absorbaient la plus forte partie du temps qu'on pouvait donner aux intérêts publics. Aujourd'hui, l'administration fédérale semble vouloir renvoyer, aux législatures locales, toutes les questions qui se rattachent à l'agriculture ; comme si cet intérêt était purement local. On oublie donc que l'agriculture est, de beaucoup, la principale industrie du pays tout entier, qu'elle fait vivre encore toute la population, qu'elle en occupe les  $\frac{2}{3}$  et qu'elle représente, dans la même proportion, la richesse totale de la nation. Si l'agriculture est en souffrance, comme il est impossible de le nier, c'est donc la plus forte partie de la population qui souffre, et on aura beau développer notre commerce, créer de nouvelles industries dans les villes, donner à quelques individus l'occasion de devenir millionnaires et de s'accaparer une forte partie du capital flottant, transporter à travers notre territoire les produits de nos voisins, voir même ceux de la Chine et du Japon, si en même temps qu'on donne suite à tous ces beaux projets qui, certes nous offrent des avantages réels, si dis-je, on oublie ou l'on néglige, les intérêts du cultivateur, si l'on induit celui-ci à laisser le sol, pour courrir après ce qui brille, on aura enlevé à notre pays ce qui fait son honneur et sa force, on aura encore négligé notre principale source de richesses, celle qui nous a fait ce que nous sommes ; on aura amoitié et peut-être démoralisé la population, et le moment viendra, probablement, ici, comme il est venu pour la France, quand on s'apercevra qu'en cherchant exclusivement les richesses mobilières et les plaisirs, on a couru, en aveugles, vers un affreux précipice. Ces réflexions s'appliquent, d'une manière particulière à notre population canadienne-française, catholique et agricole. si belle, si pure, si distinguée, tant qu'on la laisse dans l'élément qui lui a donné la vie et qui l'a fait ce qu'elle est, mais qui, comme tout ce qui est précieux, d'ailleurs, supporte si mal les déplacements.

Messieurs, à mon avis, la législature fédérale peut et doit s'occuper d'agriculture ; sa législation fédérale, peut nous aider comme elle peut aussi nous ruiner. Pour n'en citer qu'un seul exemple, je ne

parler  
des gr  
les no  
prohib  
Uais.  
ainsi,  
néces  
Voilà  
Puisse  
mais  
pour l  
en fra  
maïs,  
prenn  
orges,  
à des  
vous j  
le pay  
popul  
au mc  
donne  
partie  
ce fait  
emplo  
l'engr  
entour  
nos cu  
qui, to  
deut l  
notre  
chés !  
rait si  
et en  
cause  
mot, l  
nos pr  
chuse.  
Ceux-  
de pro  
leurs s  
quent  
verner  
tout en  
blit-il  
pour l  
tion si  
à la ci  
cultiva  
re en  
avanti  
des Et  
ger la  
ment l  
un dro  
teur.

A pa  
ro'e, a  
ces, fé

parlerai que de l'introduction en franchise des grains des Etats de l'Ouest, tandis que les nôtres sont frappés d'un impôt presque prohibitif à leur entrée dans les Etats-Unis. On dira peut-être : « Nous obtenons ainsi, au moins à meilleur marché, le pain nécessaire aux habitants des villes. » Voilà qui n'est pas prouvé, puisque la Puissance exporte du blé chaque année; mais supposant que vous auriez raison pour le blé, faut-il pour cela laisser entrer en franchise des millions de minots de maïs, qui inondent tous nos marchés et prennent la place de nos avoïnes et de nos orges, qu'il n'est plus possible de vendre à des prix rémunérateurs? C'est ainsi que vous permettez aux distillateurs d'inonder le pays de leur vile production. Si notre population doit se ruiner, au physique et au moral, en buvant votre *whiskey*, qui donne aujourd'hui au gouvernement une partie considérable de ses revenus, de grâce faites en sorte que les grains qu'on y emploie, tant pour sa confection que pour l'engraissement des milliers de bœufs qui entourent les distilleries, soient achetés de nos cultivateurs et non pas des américains qui, tout en se moquant de nous, nous vendent leur surcroît de produits, enlèvent notre argent et nous ferment leurs marchés! De même pour le tabac, qu'on pourrait si bien cultiver ici, tout en nettoyant et en améliorant nos terres. Eh bien! à cause de nos lois stupides, passez-moi le mot, le tabac canadien doit faire place, sur nos propres marchés, à ceux du Massachusetts et des autres Etats limitrophes. Ceux-ci, encore, nous vendent leur surplus de production agricole, je pourrais dire leurs saletés, et nous nous moquent encore de nous. Puisque notre gouvernement a besoin de revenus, pourquoi, tout en taxant le tabac canadien, n'établit-il pas un droit différentiel qui soit, pour le producteur canadien, une protection suffisante? Notre sol est très propre à la culture du tabac, et du moment que le cultivateur canadien en connaîtra la culture en grand, notre tabac pourra concourir avantageusement avec ceux qu'on importe des Etats voisins. Mais il faut en encourager la grande culture, et cet encouragement ne peut nous être accordé que par un droit différentiel, suffisamment protecteur.

A part l'étude de notre condition agricole, au point de vue du fisc, les législatures, fédérale et locale, doivent aussi cher-

cher à nous donner cette haute instruction agricole, qui fait la force et la richesse de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne. Dans ces pays la haute éducation agricole est en honneur. Ils possèdent tous, en sus de leurs départements officiels et réels d'agriculture, des universités, des collèges et des écoles d'agriculture où l'on enseigne la science de la pratique. Aussi voit-on les hommes les plus distingués, tant par leur position sociale et leur richesse que par leur haute science, donner tout leur temps au développement de l'agriculture de leur pays. Il en résulte ceci : au lieu de voir, comme en Canada, l'épuisement annuel et régulier du sol constaté tous les dix ans dans les recensements officiels, on constate, au contraire, que les produits agricoles ont triplé, et même quadruplé, dans les cinquante dernières années. Oui, dans ces pays, les gouvernants étudient, et font étudier par leur plus beaux talents, toutes les questions qui se rattachent à l'agriculture.

On a vu le gouvernement anglais voter, et prêter à des intérêts nominaux (£4,000,000) quatre millions de livres sterling, pour encourager le drainage souterrain et par là augmenter, d'autant de millions, les revenus annuels des terres ainsi améliorées. On voit la Belgique et la Hollande, des pays bien peu favorisés par la nature, devenir les jardins de l'Europe. Dans ces pays pourtant si avancés et sillonnés de canaux, de toute part, qu'a fait le gouvernement dans ces dernières années? Il a construit, à ses frais et partout, des routes empierrées dont le parcours est entièrement libre : il a fait, dans toutes les directions, des chemins de fer qu'il dirige lui-même, et sur lesquels le paysan voyage pour des prix excessivement modiques. On peut traverser la Belgique, dans toute son étendue, en chemin de fer, dans des voitures confortables, pour 2 50 à 3 francs. Le gouvernement a encore divisé ce petit pays, qui ne dépasse guère, en étendue, deux de nos comtés, et dont la population égale en nombre toute la population du Canada, en sept régions agricoles, ayant chacune leur administration spéciale; chaque région offre aux cultivateurs, moyennant une souscription annuelle de trois francs, tous les avantages de nos sociétés d'agriculture, plus la surveillance officielle et, en sus, un bon journal agricole hebdomadaire et gratuit. Quand j'exprimai ma surprise, à Monsieur le Direc-

teur général de l'agriculture en Belgique, en apprenant les sacrifices que faisaient encore le gouvernement belge pour instruire ses cultivateurs, qui pourtant servent de modèles à ceux de l'Europe entière, il me répondit : " Si le cultivateur perd, faute d'instruction, des profits qu'il aurait pu faire en pratiquant mieux son art, ce n'est pas seulement lui qui perd, mais c'est encore la nation qu'il appauvrit. Il faut donc aller à lui, avec le flambeau de l'instruction, s'il néglige de le rechercher lui-même." Eh bien! Messieurs, je vous le demande, ce raisonnement manque-t-il de justesse? Et s'il est juste, ne doit-il pas, à bien plus forte raison, s'appliquer à notre pauvre province, qui craint l'instruction agricole comme on craint la peste.

Qu'ont fait encore l'Allemagne, la Russie et l'Italie en faveur de l'agriculture? Pour ne vous parler que de ce dernier pays, car le temps me presse, je vous dirai que j'ai trouvé en Belgique, à l'*Institut agronomique de l'Etat* à Gembloux, dix-huit jeunes gens, choisis parmi les lauréats des universités italiennes, et qui, comme récompense des succès obtenus dans leurs études, avaient été envoyés, aux frais entiers du gouvernement italien, pour suivre le cours complet de Gembloux, obtenir les degrés d'ingénieur agricole, après quoi on leur offrait des situations brillantes en Italie, tant dans les maisons d'éducation, que dans la direction des usines agricoles que le gouvernement vient de fonder aux frais de l'état. Ainsi, pour s'assurer l'établissement de sucreries de betteraves, le gouvernement italien vient-il de garantir les fabricants de toute taxe, pour dix ans, en même temps qu'il a mis sur les sucres étrangers un droit presque prohibitif.

On agit ici, depuis quelque temps, la question de la fabrication du sucre de betteraves dans notre pays. Chargé, par notre gouvernement, de faire une étude spéciale de cette question; pendant mon séjour en Europe, j'ai pu arriver à des conclusions dont je vous ferai part, puisque cette question se rattache bien intimement à celles qui nous occupent aujourd'hui.

La production du sucre de betteraves a été, pendant près de cinquante ans, à l'état de problème. Les gouvernements du con-

tinent européen, convaincus de l'importance d'un sujet qui, tout en les rendant indépendants de pays éloignés et étrangers, pour un article considéré comme de première nécessité, au point de vue de l'alimentation, leur permettrait de produire, dans le pays même, un produit dont la consommation représente une valeur annuelle de milliers de millions, ont fait les plus grands sacrifices pour résoudre cette question d'une manière pratique et profitable. Aujourd'hui cette question ne présente plus de doute. M. Bonnemant, qui est sans contredit un des agronomes les plus distingués du nord de la France, et que nous devons nous honorer de posséder au milieu de nous, nous faisait part, tout dernièrement, par l'entremise des journaux, des profits que donne cette entreprise. Il nous disait que la Province de Québec est éminemment propre à cette production et il propose, à nos capitalistes, la formation d'une société pour cette exploitation, à la condition que le gouvernement lui promettra les garanties qui sont encore données sur le continent européen. Pour être bref, je me contenterai de dire que je concours entièrement dans tout ce dont ce monsieur a fait part au public.

Voilà encore une de ces choses que le gouvernement fédéral peut et doit encourager, s'il veut rendre justice à l'agriculture et remplir les devoirs qui lui incombent. Il y a plus, je crois que notre législature locale doit contribuer, pour sa part, à l'établissement de cette nouvelle industrie qui, si elle réussit à s'implanter ici, pourrait bien révolutionner l'agriculture de cette province. Car, il est certain, messieurs, que partout où elle est établie solidement, elle a triplé la production des terres et augmenté, dans la même proportion, la valeur du sol et la richesse de ceux qui l'exploitent.

Je regrette d'avoir traité bien à la hâte et bien à la légère ces sujets d'une si haute importance, au point de vue du développement du pays. Si pourtant, ces quelques idées éparses peuvent tomber, quelque part, en bonne terre, germer et porter fruit, vous ne regretterez pas, sans doute, les quelques moments d'attention que vous avez bien voulu me prêter.

por-  
lant  
ran-  
e de  
e de  
pro-  
dout  
leur  
fait  
ndre  
e et  
n ne  
ant,  
mes  
nce,  
pos-  
part,  
des  
e en-  
ince  
cette  
stes,  
ex-  
erne-  
sont  
éen.  
dire  
ut ce  
e.

ne le  
acou-  
ultu-  
bent.  
ature  
rt, à  
strie  
pour-  
e de  
mes-  
soli-  
s ter-  
rtion,  
k qui

hâte  
hau-  
elep-  
quel-  
quel-  
orter  
oute,  
vous

